

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1914.

Budget de la Dette publique pour l'exercice 1914 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. de WOUTERS d'OPLINTER.

MESSIEURS,

Le Budget de la dette publique a fait l'objet de rapports très étendus au cours de ces dernières années; d'autre part, l'examen des nouvelles lois fiscales et du budget des voies et moyens de 1914, a fourni l'occasion de discussions approfondies sur la situation financière de la Belgique: il semble inutile de renouveler une étude générale qui comporterait de nombreuses et fastidieuses redites.

L'attention de la section centrale s'est donc portée principalement sur les modifications qui ne sont produites au cours de l'exercice 1913 et qui ont pu influencer sérieusement notre crédit.

La dette consolidée 3 p. c. s'élevait au 31 décembre 1912, à la somme de fr. 3,759,133,738.09. Elle est au 1^{er} janvier 1914 de fr. 3,743,027,438.09, soit une augmentation totale de 3,893,700 francs.

La dette flottante s'élevait au 31 décembre 1912 à 352,985,500 francs. Elle est au 31 décembre 1913 de 534,272,000 francs, soit une augmentation de 181,286,900 francs.

Conséquemment, le budget de la Dette publique qui pour l'exercice 1913 se chiffrait en dépenses ordinaires par fr. 209,361,718.72, subit une augmentation de fr. 8,142,179.20, soit un total de fr. 217,503,897.92.

Cette augmentation s'établit comme suit :

Augmentation.

Art. 5. Service de la dette 3 p. c. 1 ^{er} série fr.	21,598.50
Art. 6. — 2 ^e série	699,296.40
Art. 7. — 3 ^e série	17,361.30

(1) Budget, n° 4¹¹.

(2) La section centrale, présidée par M. Harmignie, était composée de MM. Brifaut, Bertrand, de Wouters d'Oplinter, Ozeray, Versteyleen et Moyersoen.

Art. 8. Bons du Trésor (intérêt et amortissement) . . .	8,000,000.00
Art. 10. — (allocation spéciale) . . .	670,000.00
Art. 31. Chemins de fer vicinaux . . .	150,000.00
Art. 38. Pensions diverses . . .	1,529,000.00
Art. 40. Pension du personnel enseignant. . .	569,000.00
Art. 44. Intérêt sur consignations . . .	25,000.00

Par contre, outre certaines diminutions de détail réparties sur différents articles, le budget de 1914 comporte à l'article 37, Rémunération en matière de milice une diminution de 3,306,000 francs résultant de l'application de la loi du 30 août 1913. — Ce qui ramène l'augmentation totale au chiffre indiqué ci-dessus.

Malgré les difficultés considérables que cause à tous les gouvernements le resserrement anormal du marché mondial, surtout en ce qui concerne les emprunts à long terme, la situation de notre crédit reste bonne et le récent emprunt conclu à Londres a prouvé que, quoi qu'on en ait dit, la Belgique continue à jouir de la pleine confiance des capitalistes belges et étrangers.

Il est heureux de pouvoir constater que la tenue de notre rente est en somme satisfaisante. La rente belge, qui au 1^{er} janvier 1913 cotait 78.50, a subi au cours de l'année 1913, le sort de tous les fonds d'États similaires et a été fortement éprouvée vers le milieu de l'année par la dépression du marché.

Dès que la situation générale s'est améliorée, le relèvement a été rapide. Le 3 p. c. atteint le cours de 76.40 au 1^{er} janvier 1914 et les deux premiers mois de 1914 lui ont été particulièrement favorables. Nous pouvons enregistrer actuellement des cours voisins de 79, en attendant mieux.

Pour aucune autre rente la réaction n'a été aussi marquée.

La rente belge a repris sa place traditionnelle à la cote, la première après la rente française au-dessus des rentes de pays voisins, dont nous devons cependant considérer le crédit comme de premier ordre ; telles l'Allemagne et la Hollande.

Cette souplesse est de bon augure pour l'avenir et de nature à rassurer les porteurs de notre rente consolidée.

La récente opération financière faite par notre Trésorerie à Londres n'est certes pas étrangère à ce résultat. Il suffit pour le constater de jeter un coup d'œil sur le tableau ci-dessous, qui nous indique le cours de la rente belge en bourse de Bruxelles du 15 janvier au 20 février.

Si nous rapprochons des constatations que nous pouvons y faire la date des négociations de Londres, nous remarquons que cette époque a coïncidé avec un relèvement marqué du cours de la rente consolidée.

		Cours du 3 p. c.		
Bourse du :		1 ^{re} Série.	2 ^e Série.	3 ^e Série.
V	16 janvier	76.75	76.25	76.50
L	19 —	76.50	76.20	76.40
Ma	20 —	76.40	76.30	76.40
Me	21 —	76.30	76.20	—
J	22 —	76.40	76.30	76.50
V	23 —	76.80	76.50	76.50
L	26 —	76.75	76.50	76.60
Ma	27 —	76.75	76.40	76.75
Me	28 —	76.50	76.45	76.75
J	29 —	76.50	76.50	76.87 ⁵
V	30 —	76.50	76.60	—
L	2 février	77.12 ⁵	77.25	77.12 ⁵
Ma	3 —	77.12 ⁵	77.25	77.12 ⁵
Me	4 —	—	77.25	77.12 ⁵
J	5 —	77.00	77.20	77.20
V	6 —	77.25	77.27 ⁵	78.00
L	9 —	78.00	77.95	78.00
Ma	10 —	78.00	78.12 ⁵	78.00
Me	11 —	78.37 ⁵	78.62 ⁵	78.50
J	12 —	78.25	78.25	—
V	13 —	78.40	78.35	79.00
L	16 —	78.35	78.35	78.90
Ma	17 —	78.25	78.25	78.62 ⁵
Me	18 ^a —	78.25	78.25	78.25
J	19 —	78.25	78.25	78.50
V	20 —	78.25	78.00	—

Nous pouvons donc dire que la rente a gagné deux points : or, deux points c'est plus de 70,000,000 reconquis par l'épargne belge !

Il est très heureux que l'on ait songé avant tout aux intérêts respectables de celle-ci.

Cette pensée a visiblement dominé toute autre préoccupation et l'expérience prouve que l'on ne s'est pas trompé.

Il était assez tentant cependant de chercher, grâce à la baisse très marquée du cours de l'argent à court terme, à placer avantageusement pendant quelques mois encore des bons du trésor ; l'opération ne présentait aucune difficulté ; peut-être aussi eût-on pu recourir à une autre forme d'emprunt et, suivant le conseil donné par d'éminents économistes, augmenter l'intérêt nominal pour émettre le plus près possible du pair, mais il apparaît immédiatement qu'une opération de ce genre eut eu pour effet de discréditer le type 3 % et de déprimer le marché de plusieurs points.

Le Gouvernement a préféré assumer pendant vingt-cinq années, l'augmentation de charge assez légère que lui occasionnait le nouvel emprunt, mais faire bénéficier l'ensemble de ses créanciers d'une amélioration du marché. Il y a lieu, semble-t-il, de l'en féliciter.

Cette pensée doit dominer toute appréciation que l'on émettrait au sujet de la récente opération financière réalisée sur le marché de Londres.

Cet emprunt ainsi que l'émission de 500,000,000 de bons du Trésor à 4 p. c. et à cinq ans, récemment parachevée, nous ont donné des indications

précieuses sur la puissance d'absorption du marché belge et étranger à l'égard de notre rente.

Le succès de l'émission Baring a été enregistré par la presse financière internationale.

Ouverte à peine pendant quelques heures, la souscription de 6 millions de livres sterling a donné lieu à des réductions très considérables pour les gros souscripteurs — les petits n'ont rien obtenu !!!

Dès à présent l'emprunt fait prime aux environs de 80, et tout fait présager que l'émission de la seconde tranche se fera à un taux rémunérateur dont le pays, en vertu de la convention même, profitera pour les deux tiers.

On voit que les capitaux étrangers prennent encore volontiers le chemin de la Belgique.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Notre peuple n'a rien perdu de l'excellente renommée que lui ont valu son labeur intense et sa parfaite intégrité.

Il n'est pas moins intéressant de constater que de l'avis des économistes belges les plus autorisés, la presque totalité des 300,000,000 de bons du Trésor à cinq ans a été souscrite par des capitalistes belges, clients tout indiqués de notre futur emprunt de consolidation.

Notre crédit demeure donc excellent, et paraît encore illimité. Sachons en user sagement.

Au fond il est peu important que nous ayons une dette élevée, il est peu important qu'elle s'élève encore, du moment que la dette ancienne comme la dette nouvelle trouvent leur contre-partie.

Pour la dette ancienne nous offrons une garantie unique au monde — telle que n'en possède aucune autre nation, — notre réseau de chemins de fer, notre port d'Anvers et nos installations économiques.

Pour la dette nouvelle deux conditions essentielles doivent être strictement observées — il faut que l'argent emprunté soit employé à des travaux nécessaires sinon directement rémunérateurs ; il faut ensuite que l'amortissement soit régulier, aussi rapide que possible et approprié à la dépense qu'il s'agit de couvrir.

A ces conditions, mais à ces conditions seulement l'emprunt est non seulement permis, mais nécessaire — et l'on serait en droit d'accuser d'imprévoyance et même d'incapacité un gouvernement qui, par timidité financière, arrêterait les progrès de l'outillage économique du pays.

La première des conditions indiquées ci-dessus se rapporte à l'utilisation des fonds empruntés — cette question ne relève pas du budget de la dette publique — c'est au budget extraordinaire que l'opportunité des dépenses doit être examinée.

Par contre, la question de l'amortissement rentre entièrement dans le cadre du présent rapport. Elle trouve un regain d'actualité dans l'instauration du nouveau régime des dépenses exceptionnelles.

La Chambre se souviendra sans doute que, dès 1912, lors de la discussion des lois militaires, en 1913, dans l'exposé général et, lors de la discussion du budget des voies et moyens, le Gouvernement a annoncé son intention de

reporter au budget extraordinaire, certaines dépenses dites dépenses exceptionnelles, en première ligne certaines dépenses militaires.

La nouvelle méthode budgétaire a été combattue. Je me suis permis naguère de chercher à établir qu'elle présentait cependant des avantages incontestables. Pour qu'elle échappe aux reproches les plus graves qui lui ont été faits, il fallait que la contre-partie des emprunts fût assurée par un amortissement à court terme, en rapport avec la durée des objets pour lesquels les dépenses étaient engagées.

La création du nouveau type 3 p. c. belge amortissable en vingt-cinq ans semble satisfaire à ce desideratum.

Il combine heureusement les avantages d'une dette unifiée, avec l'extinction rapide de certaines parties de celle-ci.

Cet emprunt, toutefois, ne peut être considéré comme une solution définitive. La nécessité de faire face aux budgets extraordinaires que le Parlement votera sans doute chaque année, amènera peut-être le Gouvernement à recourir, au cours des exercices subséquents, à des combinaisons analogues. De plus, dans trois ans 300,000,000 de bons du Trésor viendront à échéance. Il faudra les rembourser à date fixe.

Le problème de la consolidation définitive n'en reste pas moins posé et doit dès à présent faire l'objet de nos préoccupations.

La Belgique vient de marquer nettement ses intentions. Elle entend rester fidèle au type 3 p. c., et ne vouloir établir aucune distinction entre ses créanciers passés et futurs.

Dès lors, nous avons le devoir d'envisager la fin de la période transitoire que nous traversons en ce moment.

Cette période transitoire a été occasionnée par la crise du marché de l'argent, elle disparaîtra tout naturellement avec celle-ci.

Quand? Nul ne le sait! Les causes profondes de tels mouvements économiques dépassent de loin les limites de nos frontières et échappent presque entièrement à nos influences nationales.

Lorsque l'heure de la consolidation aura sonné, le problème de l'amortissement se posera plus pressant que jamais.

Nombreux sont les économistes belges qui voudraient voir accélérer celui-ci. Une mesure de ce genre est désirable, elle serait absolument nécessaire si les dépenses exceptionnelles étaient imputées sur la dette ainsi unifiée.

A l'heure actuelle la dette à 3 % est seule pourvue d'une dotation d'amortissement. Cette dotation était antérieurement de 0.20 p. c. ; depuis l'exercice 1905 (loi du 26 décembre 1904) elle a été portée à 0.50 p. c. par an ; les intérêts des capitaux successivement amortis viennent s'y ajouter.

Les charges des emprunts 3 p. c. comprenant l'intérêt et la dotation d'amortissement, soit ensemble 3.50 p. c., sont calculées sur le capital émis, comprenant le capital en circulation et le capital amorti ; de telle manière que normalement les dites charges, pour une émission déterminée, demeurent fixées à un chiffre immuable pendant tout le délai de l'amortissement ; les intérêts des titres en circulation sont payés aux porteurs, ceux des titres

amortis sont liquidés au profit de la caisse d'amortissement de même que la dotation.

La durée de l'amortissement de notre dette 3 p. c. est *théoriquement* de 81 ans, c'est-à-dire que les fonds d'amortissement afférents à cette dette permettent de rembourser *au pair* en 81 ans.

En fait, le délai d'amortissement du 3 p. c. sera inférieur à la durée théorique de 81 ans, les titres amortis étant rachetés au-dessous du pair.

Les calculs établissent que dans le cas où le 3 p. c. pourrait être racheté intégralement au cours de 75, la durée de l'amortissement serait ramenée de 81 ans à 61 ans; elle serait respectivement de 66 ou de 70 ans si les rachats pouvaient s'effectuer uniformément au cours de 80 ou de 85,71.

Telle est la situation si la dotation de l'amortissement à 0.30 p. c. était maintenue.

Nous avons vu plus haut que certaines circonstances pourraient nous déterminer à élever le taux de cette dotation.

Il n'est donc pas sans utilité d'examiner brièvement les conséquences financières et budgétaires du relèvement éventuel de la dotation à 0.50 p. c.

Théoriquement, l'amortissement de la rente *au pair* serait ramené de 81 à 66 ans; *en réalité*, toutes les considérations émises ci-dessus à propos de l'amortissement à 0.30 p. c. demeureraient applicables et le rachat au cours de la bourse en dessous du pair se pratiquerait avec les mêmes conséquences heureuses pour l'accélération de l'amortissement, mais sur une échelle de quinze années inférieure à celle qui a été indiquée.

Le Trésor supporterait de ce chef une charge supplémentaire qui peut se chiffrer comme suit :

Capital émis au 1 ^{er} janvier 1914	{	$3,915,057,888,96 \times \frac{0.50}{100} = 19,575,289.44$	
		$3,915,057,888,95 \times \frac{0.30}{100} = 11,745,175.67$	
		Charge supplémentaire.	7,830,115.77

Ce renseignement n'est évidemment donné qu'à titre d'indication.

Il est bon de rappeler ici que si les dépenses exceptionnelles étaient couvertes exclusivement par l'emprunt consolidé et définitivement unifié, on emploierait à l'amortissement rapide de celui-ci le fonds spécial d'amortissement qui leur est consacré et qui figure notamment dès à présent au budget ordinaire du département de la guerre pour l'amortissement rapide des dépenses militaires (1).

La dette annuité ne doit pas être confondue avec la dette consolidée, quant

(1) Voir Budget du Ministère de la Guerre pour l'exercice 1914.

Article 27. Amortissement de crédits portés à l'extraordinaire pour les dépenses mobilières de premier établissement concernant l'armée ainsi que le matériel et les ouvrages militaires. 7,840,000 francs.

au régime d'amortissements ; elle est constituée par des annuités représentant les charges en intérêts et amortissements d'emprunts émis par diverses sociétés (1) et dont l'amortissement s'effectue contractuellement au pair par voie de tirages au sort ; les dites annuités s'éteindront et disparaîtront du budget au fur et à mesure de l'extinction des emprunts dont elles couvrent les charges.

*
* * *

Votre rapporteur croit bien faire en limitant ici ses observations. Ce qui a été dit suffit pour indiquer la situation générale de la dette et les tendances de son évolution.

Ce n'est là d'ailleurs que de la théorie, la pratique dépend de tous les caprices, de toutes les fluctuations du marché financier.

Ce qui semble impossible aujourd'hui ne l'est plus demain et le redevient après-demain.

Il faut donc que celui qui porte la responsabilité conserve les mains libres et la possibilité d'agir d'urgence sans entraves inutiles.

Sans doute, le contrôle du Parlement, sur des opérations de ce genre, est d'essence constitutionnelle. Il importe à la prospérité du pays que ce contrôle soit exercé avec le tact et la discrétion nécessaires, pour ne pas entraver l'action du ministre à qui nous confions la défense de nos intérêts.

Par trois voix contre une, la Section centrale vous propose l'adoption du Budget de la dette publique tel qu'il vous a été soumis.

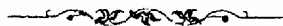
Le Rapporteur,

FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

(1) Caisse d'annuités, Compagnies de chemins de fer, Chemins de fer vicinaux, Installations maritimes de Bruxelles.



ANNEXE I.

SITUATION DE LA DETTE CONSOLIDÉE.

Années.	Capitaux émis.	Montant de la dette consolidée en circulation.
1830 à 1870	»	682,880,913 96
1871	66,158,700 »	746,901,713 96
1872	554,800 »	737,037,513 96
1873	230,010,300 »	966,920,513 96
1874	13,299,500 »	979,956,113 96
1875	1,409,634 95	981,092,148 91
1876	72,252,500 »	1,053,060,848 91
1877	82,345,100 »	1,134,316,648 91
1878	121,218,400 »	1,253,994,648 91
Total.	587,248,934 95	
Augmentation.		571,113,734 95
Augmentation annuelle.		74,389,216 87
1879	22,001,400 »	1,275,062,348 91
1880	144,333,900 »	1,248,764,048 91
1881	15,653,100 »	1,443,408,148 91
1882	147,152,500 »	1,589,438,748 91
1883	176,461,300 »	1,764,706,848 91
1884	4,673,800 »	1,768,022,048 91
Total.	520,276,000 »	
Augmentation.		544,027,400 »
Augmentation annuelle.		85,674,233 33
1885	5,390,100 »	1,772,048,948 91
1886	129,669,900 »	1,901,701,348 91
1887	14,497,525 »	1,915,846,573 91
1888	11,714,900 »	1,927,561,473 91
1889	45,507,400 »	1,973,068,873 91
1890	33,521,900 »	2,006,564,273 91
1891	55,074,250 »	2,061,638,523 91
1892	65,822,100 »	2,127,460,573 91
1893	42,293,500 »	2,169,730,203 93
1894	35,300,300 »	2,204,971,347 05
1895	21,895,300 »	2,226,529,447 05
1896	81,967,900 »	2,308,497,322 05
1897	61,897,600 »	2,370,394,775 57
1898	233,392,400 »	2,603,787,175 57
1899	7,338,600 »	2,607,081,650 57
1900	50,031,100 »	2,650,898,150 56
1901	134,071,300 »	2,778,051,350 57
1902	107,290,600 »	2,879,394,059 57
1903	116,631,500 »	2,988,881,750 57
1904	137,201,100 »	3,116,872,948 12
1905	116,671,875 »	3,220,908,423 42
1906	75,476,200 »	3,285,467,050 56
1907	90,863,200 »	3,364,614,550 56
1908	85,913,400 »	3,436,917,850 56
1909	158,492,800 »	3,580,859,750 56
1910	137,197,900 »	3,703,403,693 37
1911	47,042,500 »	3,734,354,038 09
1912	22,371,400 »	3,739,133,738 09
1913	24,480,000 »	3,743,027,438 09
Total.	2,148,426,550 »	
Augmentation.		1,975,005,389 18
Augmentation annuelle.		68,103,634 »
Total général.		3,743,027,438 09

ANNEXE II.

*Tableau des dépenses effectuées de 1870 à 1913 et se rapportant au service
de la Dette publique proprement dite (chapitre 1^{er} du budget).*

Années.	Charge de la dette consolidée.			Charges des Bons du Trésor. Intérêts et frais relatifs à leur émission.	Annuités diverses.	Autres charges (2).	Total du chapitre 1 ^{er} du budget.
	Intérêts y compris les servitudes. (1)	Amortissement. Montant de la dotation inscrite au budget.	Total.				
1870	26,148,783 23	4,249,848 66	30,398,631 89	»	672,330	3,000,963 10	34,071,924 99
1871	27,250,646 48	4,350,940 41	31,601,586 89	101,354 88	1,239,330	3,687,434 03	36,629,705 80
1872	28,847,752 98	4,428,406 41	33,276,159 39	»	1,390,413 33	2,711,165 33	37,377,738 05
1873	28,510,181 23	2,608,181 16	31,118,362 39	»	2,054,330	2,219,113 54	35,391,805 93
1874	35,643,238 22	2,618,891 91	38,262,130 13	753,377 66	6,167,835	2,496,283 27	47,679,626 06
1875	38,706,148 22	2,629,734 41	41,335,882 63	465,083 25	6,297,290	2,401,526 91	50,499,782 79
1876	36,554,285 22	2,924,077 41	39,478,362 63	1,032,146 65	7,751,890	1,479,865 89	49,742,265 17
1877	39,690,328 22	3,481,346 66	43,171,674 88	1,215,500	15,274,056 01	1,385,025 18	61,046,256 07
1878	43,244,133 14	3,867,288 41	48,111,421 55	426,000	14,332,937	1,436,162 61	64,306,521 16
1879	45,765,457 72	3,015,973 45	48,781,431 17	449,126 67	14,357,721 58	1,598,674 17	65,186,953 59
1880	46,864,630 80	4,309,105 16	51,173,735 96	»	14,833,012	2,067,715 26	68,074,463 22
1881	50,272,010 30	4,435,236 91	54,707,247 21	625,000	15,333,912	1,778,595 03	72,444,754 24
1882	52,450,311 30	4,894,177 40	57,344,488 70	2,432,746 46	15,333,397	1,175,842 41	76,286,474 57
1883	58,722,348 30	5,483,597 14	64,205,945 45	250,099 95	15,334,092	2,296,878 70	82,087,016 10
1884	62,217,165 30	5,698,095 65	67,915,260 95	»	15,333,467	1,111,808 12	84,360,536 07
1885	62,376,994 30	6,176,342 66	68,553,336 96	»	14,764,567	1,081,412 34	84,399,316 30
1886	66,640,426 36	6,629,481 65	73,269,908 01	124,999 98	14,279,542	1,109,223 57	85,783,673 56
1887	64,820,958 53	2,556,826 58	67,377,785 11	458,333 31	14,271,467	1,080,810 87	80,188,396 29
1888	62,503,106 88	3,714,105 55	66,217,212 43	472,222 20	11,271,417	1,081,558 25	79,042,409 88
1889	63,662,983 31	3,735,631 45	67,398,624 76	423,611 10	11,271,367	1,085,512 79	80,179,115 65
1890	65,122,932 58	3,841,870 81	68,964,803 39	475,000	14,271,317	810,404 49	81,521,524 88
1891	66,583,835 75	3,900,739 25	70,484,575	500,000	11,269,442 25	934,048 45	83,188,065 70
1892	68,772,242 68	4,025,649 68	72,797,892 36	487,500	11,264,542	891,298 41	85,441,232 77
1893	70,051,923 44	4,148,595 98	74,200,519 42	475,000	12,119,017	930,725 80	87,725,262 22
1894	71,103,694 70	4,220,789 70	75,323,884 40	475,000	14,869,592	803,687 33	88,472,163 73
1895	68,950,941 53	3,944,315 93	72,895,257 46	525,000	12,427,375	1,266,619 56	87,114,282 02
1896	67,142,199 30	4,368,770 08	71,511,069 38	129,062 50	12,523,080 20	919,926 65	85,083,147 73
1897	75,823,198 95	5,190,753 97	81,003,952 92	»	15,969,427 24	867,084 43	97,840,464 59
1898	76,606,247 89	5,711,266 44	82,317,514 33	»	15,607,555 01	858,408 42	98,783,477 76
1899	77,091,690 65	5,873,116 52	82,964,807 17	1,513,936 95	14,072,884 35	965,961 09	99,517,586 54
1900	77,391,201 65	6,050,491	83,441,692 65	2,636,003 50	15,190,230 48	824,064 83	102,091,991 46
1901	81,113,837 15	6,371,531 10	87,485,368 25	1,568,766 13	15,480,704 48	928,489 21	105,463,328 07
1902	84,246,465 65	6,837,189 90	91,083,655 55	414,763 51	15,726,940 48	887,996 39	108,113,355 93
1903	87,036,548 15	7,233,524 50	94,270,072 65	538,723 85	15,842,070 98	787,762 25	111,438,629 73
1904	91,446,411 59	10,590,717 98	102,037,129 57	859,670 75	15,980,590 48	823,115 87	119,700,506 67
1905	94,529,533 71	11,289,042 23	105,818,575 94	699,693 85	16,348,937 48	783,454 80	123,650,662 07
1906	96,942,031 33	11,948,432 70	108,890,464 03	1,078,170 52	19,260,168 48	826,678 30	130,055,431 33
1907	98,915,433 31	12,580,555 50	111,495,988 81	1,461,524 60	19,242,956 48	848,144 27	133,018,314 16
1908	100,965,732 67	13,180,693 20	114,146,425 87	3,807,757 49	19,757,486 64	895,098 12	138,606,768 12
1909	105,472,055 17	13,031,761 06	118,503,816 23	5,647,640 76	19,889,079 77	921,447 23	144,961,983 99
1910	109,421,478 71	13,973,505 56	123,393,684 27	4,225,008 66	20,018,815 31	900,475 63	148,537,983 87
1911	110,287,727 37	14,676,385 31	124,964,102 68	5,051,393 83	20,447,306 51	1,277,285 05	151,439,998 07
1912	111,273,631 97	15,334,375 81	126,608,007 78	11,076,838 48	20,913,320 69	1,868,377 07	160,466,544 42
1913	110,901,803 87	15,987,962 26	126,889,766 13	19,268,802 58	21,324,676 19	900,000	168,383,244 90

(1) Les rentes à titre d'indemnité du chef de servitudes militaires représentent peu de chose. Elles sont à 3 p. c. et respectivement, au budget pour 1914, de fr. 9,685.49 et fr. 40,931.40.

(2) Sous cette dénomination on comprend, non seulement ce qui figure au § 3 de la 3^e section du budget, mais encore sous les articles 2 à 4, 8 et 10 (budget pour 1912).

ANNEXE III.

Tableau extrait de celui qui a été publié dans la note préliminaire du budget des recettes et des dépenses extraordi

	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Domaine public immobilier :									
a) Achats	115,526.46	34,194.31	»	95,000 »	»	2,611,480.96	187,464.51	1,070,098 »	2,054,634.14
b) Constructions. Palais de justice, prisons, éta- blissements de bienfaisance.	175,116.04	64,432.81	1,250 »	»	»	»	»	»	»
Monuments et bâtiments di- vers	1,688,261.07	773,893.88	187,146.81	»	180,279.08	8,040.73	80,233.33	226,186.82	548,799.70
Etablissements d'instruction, conservatoires de musique et musées	841,045.87	96,971.38	269,907.21	213,412.41	73,462.57	253,832.86	391,801.16	237,437.24	534,872.55
OEuvres d'art et de sciences, expositions.	57,411.49	11,962.51	»	»	»	»	»	»	»
Bâtiments militaires, fortifica- tions, armements	4,484,058.42	5,188,819.03	5,453,761.53	1,280,043.19	251,284.87	242,263.20	329,123.64	20,631.64	1,032,331.71
Dépenses diverses	4,144,147.44	414,449.91	»	»	»	»	»	»	1,443,340.93
TOTAL	8,505,566.79	6,584,723.83	5,912,065.55	1,588,455.60	605,026.52	3,115,617.75	988,622.64	1,554,353.70	5,613,979.03

naires pour l'exercice 1915 (Chambre, Doc. parl., n° 529, pp 6 à 8).

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	TOTAL GÉNÉRAL.
3,564,174.64	2,188,053.13	2,025,960.12	2,549,427.68	4,873,769.68	4,451,059.95	5,073,889.35	2,095,654.95	3,620,189.32	33,610,277.20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	240,798.85
247,711.74	1,234,680.59	1,559,958.99	1,407,706.22	926,761.47	1,395,216.27	2,295,291.71	1,037,901.61	166,297.26	14,064,367.28
871,253.52	965,275.12	876,285.73	1,482,923.07	2,186,789.18	2,093,519.53	2,074,381.82	426,614.22	189,201.69	14,078,986.93
»	»	»	»	»	»	»	»	»	69,374 »
1,096,769.76	1,733,174.49	5,753,484.27	5,859,740.01	706,330.70	126,110.20	6,010,649.23	10,853,216.78	25,278,309.74	75,700,102.41
2,959,467.83	1,033,480.91	1,563,710.33	»	123,885.31	»	»	»	»	8,682,482.66
8,739,377.29	7,154,664.24	11,779,399.44	11,299,496.98	5,817,536.34	8,065,905.95	15,454,212.11	14,413,387.56	29,253,998.01	146,446,889.33

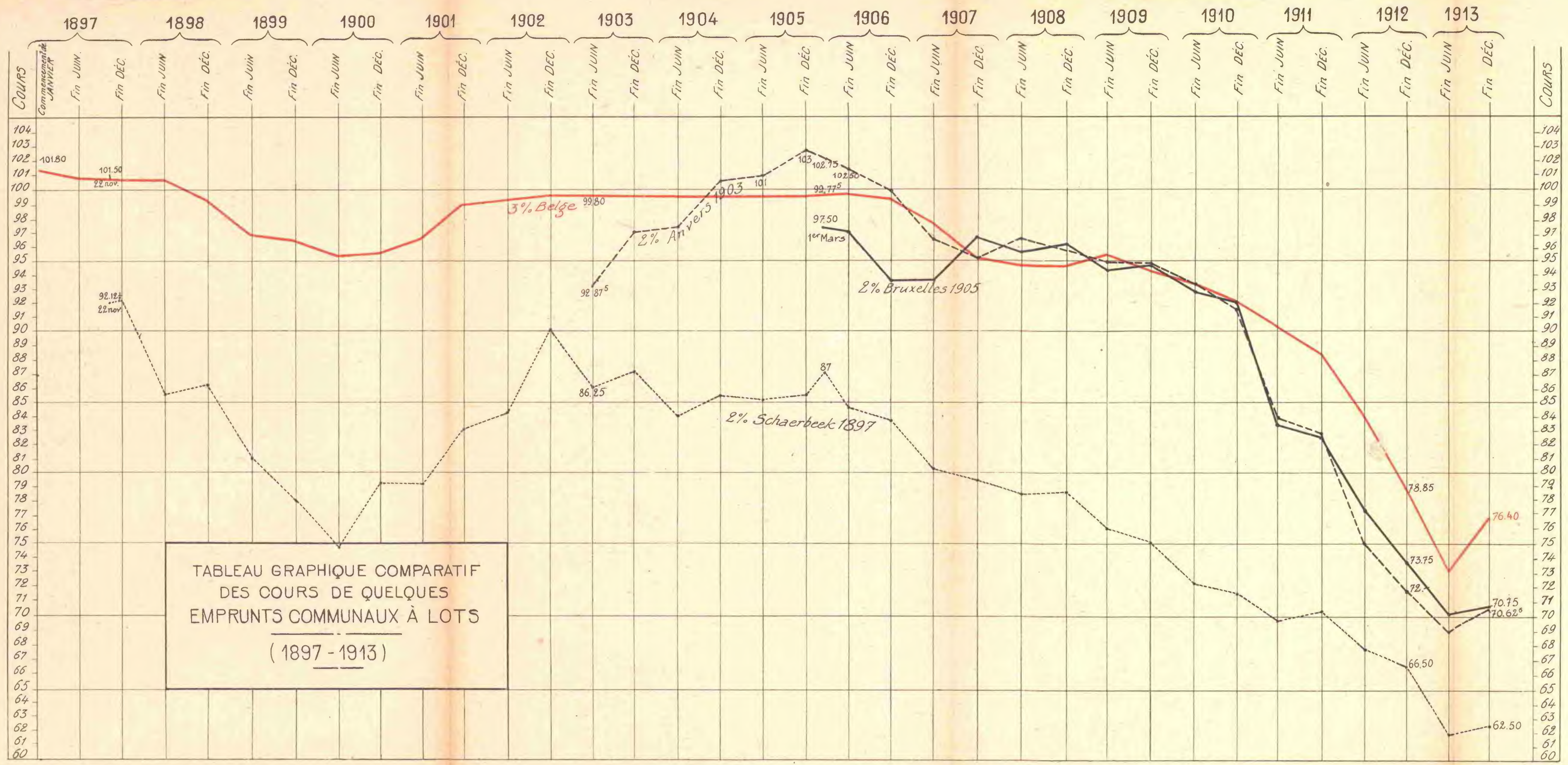
Mouvement de la Dette consolidée et de la

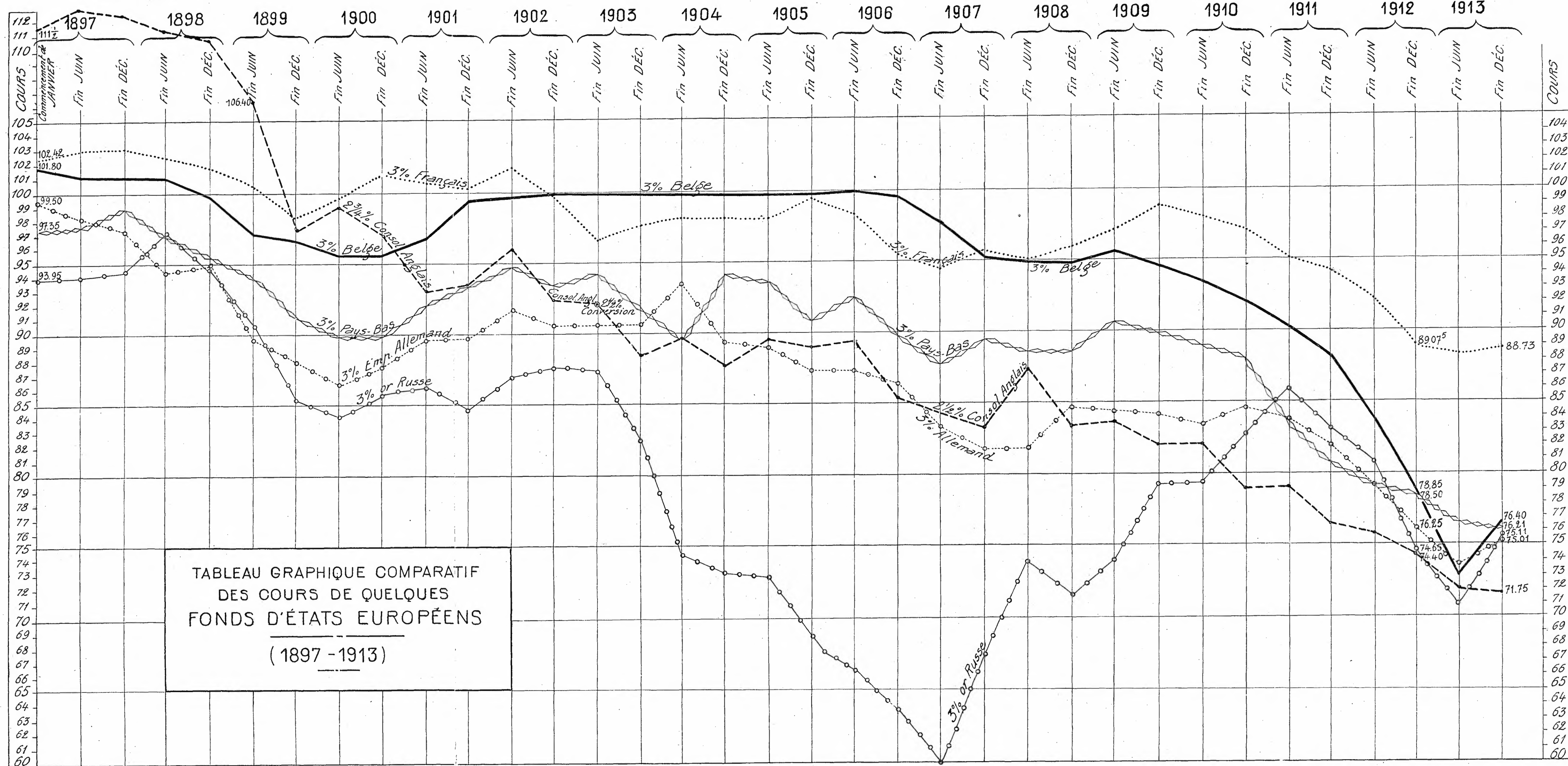
ANNÉES.	DETTE CONSOLIDÉE.			Capital en circulation au 1 ^{er} janvier de l'année ci-contre
	Emissions.	Amortissement.	Augmentation.	
1878	121.218.400	1.539.909	119.678.500	8.317.000
1879	22.001.400	933.700	21.067.700	4.724.000
1880	154.333.900	1.125.800	153.208.100	11.500.000
1881	15.653.100	1.009.000	14.644.100	»
1882	147.152.500	1.121.900	146.030.600	31.000.000
1883	176.461.300	1.193.200	175.268.100	40.000.000
1884	4.673.800	1.358.600	3.315.200	»
1885	5.390.100	1.363.200	4.026.900	»
1886	129.669.900	17.500	129.652.400	»
1887	14.197.525	52.300	14.145.225	10.000.000
1888	11.714.900	»	11.714.900	20.000.000
1889	45.507.400	»	45.507.400	20.000.000
1890	33.495.400	»	33.495.400	20.000.000
1891	55.074.250	»	55.074.250	20.000.000
1892	65.822.050	»	65.822.050	20.000.000
1893	40.793.450	»	40.793.450	20.000.000
1894	35.300.300	»	35.300.300	20.000.000
1895	21.895.300	337.200	21.558.100	20.000.000
1896	81.967.875	»	81.967.875	20.000.000
1897	61.897.575	»	61.897.575	»
1898	233.392.400	»	233.392.400	»
1899	7.338.505	4.044.100	3.294.405	10.000.000
1900	50.031.107	6.214.600	43.816.500	53.680.000
1901	134.071.300	6.918.100	127.153.200	57.651.000
1902	107.296.600	5.953.900	101.342.700	40.876.000
1903	116.631.500	7.343.800	109.287.700	14.639.000
1904	137.356.200	9.009.700	128.346.500	22.576.000
1905	116.532.475	12.636.400	103.896.075	37.546.000
1906	75.450.500	10.867.200	64.583.300	25.540.000
1907	90.863.200	11.718.700	79.144.500	44.030.000
1908	85.915.400	13.609.100	72.306.300	51.020.000
1909	158.492.800	14.550.900	143.941.900	169.510.000
1910	137.197.900	13.693.300	123.504.600	146.675.500
1911	47.042.500	16.070.900	30.971.600	136.204.500
1912	22.371.400	17.591.700	4.779.700	201.565.500
1913	24.180.000	20.181.500	3.998.500	352.985.500
1914	»	»	»	(1) 534.272.400

Dette flottante, de 1878 au 1^{er} janvier 1914.

DETTE FLOTTANTE (Bons du Trésor).				OBSERVATIONS.
Emissions.	Remboursement et renouvellement.	Augmentation.	Diminution.	
»	3.593.000	»	3.593.000	
11.500.000	4.724.000	6.776.000	»	
»	11.500.000	»	11.500.000	
73.000.000	42.000.000	31.000.000	»	
144.000.000	135.000.000	9.000.000	»	
54.000.000	94.000.000	»	40.000.000	
»	»	»	»	
»	»	»	»	
30.000.000	20.000.000	10.000.000	»	
50.000.000	40.000.000	10.000.000	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
40.000.000	40.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
60.000.000	60.000.000	»	»	
20.000.000	40.000.000	»	20.000.000	
»	»	»	»	
10.000.000	»	10.000.000	»	
110.730.000	67.050.000	43.680.000	»	
180.730.000	176.759.000	3.971.000	»	
98.510.000	115.285.000	»	16.775.000	
41.573.000	67.810.000	»	26.237.000	
75.050.000	67.113.000	7.937.000	»	
105.020.000	90.050.000	14.970.000	»	
103.025.000	115.031.000	»	12.006.000	
101.500.000	83.010.000	18.490.000	»	
109.000.000	102.010.000	6.990.000	»	
232.500.000	114.010.000	118.490.000	»	
124.675.500	147.510.000	»	22.834.500	
136.200.000	146.671.000	»	10.471.000	
220.260.000	154.899.000	65.361.000	»	
503.014.500	351.594.500	151.420.000	»	
397.318.900	216.032.000	181.286.900	»	
»	»	»	»	

(1) Y compris 2 Bons ensemble de fr. 3.500, échus le 2 janvier 1910 et non encore remboursés.





ANNEXE VII.

Tableau indiquant le taux moyen des bons du trésor en circulation pendant les années 1911, 1912 et 1913.

1° *Intérêt seul.*

Année 1911.	2.94 ⁸⁷¹ p. c.
Année 1912.	3.58 ⁹⁷ p. c.
Année 1913.	4.31 ¹⁷ p. c.

2° *Intérêt et frais.* — Y compris les commissions, timbres étrangers et primes de remboursement.

Année 1911.	3.069 p. c.
Année 1912.	3.82 ⁰⁵ p. c.
Année 1913.	4.64 ¹³ p. c.

ANNEXE VIII.

MINISTÈRE DES FINANCES.

Arrêté royal relatif à une émission d'obligations de la Dette publique à 3 p. c., 4^e série.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT,

Vu les diverses lois autorisant l'émission de titres de la Dette publique dont le produit est destiné à couvrir les dépenses extraordinaires effectuées en vertu de ces lois;

Vu notamment :

1° L'article 6 de la loi du 30 mars 1906 (*Moniteur* du 29 avril suivant, n° 119) et l'article 4 de la loi du 18 août 1907 (*Moniteur* du 23, n° 235);

2° Les lois du 16 septembre 1908 (*Moniteur* du 18, n° 262), du 24 décembre (*Moniteur* du 23, n° 359) et du 17 août 1909 (*Moniteur* du 19, n° 231);

Revu Notre arrêté du 16 février 1910;

Considérant que les dépenses extraordinaires opérées conformément à ces dernières dispositions et à régler par l'emprunt, s'élèvent à fr. 362,862,062.82;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER. — Notre Ministre des Finances est autorisé à négocier, aux conditions qu'il déterminera, pour couvrir une partie des dépenses

effectuées sur les crédits ouverts par les lois précitées, des obligations au porteur de la Dette publique à trois pour cent, quatrième série, à concurrence d'un capital nominal de douze millions de livres sterling, soit un capital de trois cent deux millions six cent quarante mille francs, en fixant à fr. 25.22 la valeur de la livre sterling.

ART. 2. — Le produit de cette émission sera affecté au remboursement de bons du Trésor en circulation.

ART. 3. — Les obligations à émettre en vertu de l'article premier seront remboursables en vingt-cinq ans, conformément à un tableau-type à approuver par Notre Ministre des Finances; elles seront munies de coupons d'intérêt semestriels, aux échéances du 5 février et du 5 août de chaque année. Ces coupons seront payables à Bruxelles et à Anvers, aux caisses de la Banque Nationale de Belgique, et à Londres, aux caisses de MM. Baring Brothers and Company Limited.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1914.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

Arrêté ministériel relatif à l'exécution de l'arrêté royal du 2 février 1914.

LE MINISTRE DES FINANCES,

Voulant assurer le service régulier des obligations au porteur de la dette à 3 p. c., 4^e série, créée en exécution de l'arrêté royal du 2 février courant,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les obligations représentatives de cette dette seront divisées en coupures de £ 1,000 ou 25,220 francs, de £ 500 ou 12,610 francs, de £ 100 ou 2,622 francs et de £ 20 ou fr. 504.40, la parité à la valeur légale de la livre sterling étant fixée à fr. 25.22.

Elles seront munies de coupons d'intérêt semestriels aux échéances du 5 février et du 5 août de chaque année.

ART. 2. — Ces obligations seront amortissables en vingt-cinq ans, conformément au tableau-type annexé au présent arrêté.

L'amortissement s'opérera par rachats à la Bourse de Londres, au cours du jour, ou, en cas d'élévation du cours au-dessus du pair net, par tirages au sort.

Les tirages au sort pour l'amortissement seront effectués dans la première

quinzaine de janvier, au Ministère des Finances à Bruxelles, par un délégué du Ministre des Finances, en présence de l'administrateur-directeur général de la Trésorerie et de la Dette publique ou de son délégué, et d'un conseiller de la Cour des comptes.

ART. 3. — Les obligations sorties au tirage au sort seront remboursable au pair, à partir du 5 février de l'année du tirage; elles cesseront de produire intérêt à partir de la date de l'exigibilité du capital. Les remboursements auront lieu aux caisses de MM. Baring Brothers and Company Limited, à Londres; ils pourront également être effectués à Bruxelles et à Anvers, aux caisses de la Banque Nationale de Belgique, au change du jour sur Londres.

La liste des numéros des obligations désignées pour l'amortissement par les tirages au sort sera publiée au *Moniteur belge* et dans trois journaux de Londres; les numéros des titres sortis aux tirages antérieurs et non encore présentés au remboursement y seront rappelés.

ART. 4. — Les obligations rachetées pour l'amortissement, de même que celles qui seront remboursées par suite de tirages au sort, seront anéanties conformément aux dispositions légales actuellement en vigueur pour les autres titres de la Dette publique.

ART. 5. — Les coupons d'intérêt des obligations dont il s'agit seront payables en livres sterling aux taux indiqués ci-après, aux caisses de MM. Baring Brothers and Company Limited, à Londres; ils pourront également être payés à Bruxelles et à Anvers, aux caisses de la Banque Nationale de Belgique, au change du jour sur Londres, savoir :

Titres de £ 1,000, par £ 15.00.00			
—	500,	—	7.10.00
—	100,	—	1.10.00
—	20,	—	0.06.00

ART. 6. — Les coupons d'intérêt échus non présentés dans un délai de cinq ans à compter de leur échéance, seront prescrits au profit du Trésor. Il en sera de même des obligations amorties après un délai de trente ans, à compter de la date de leur exigibilité.

M. LEVIE.

Bruxelles, le 2 février 1914.

Annexe à l'arrêté ministériel du 2 février 1914.

*Tableau d'amortissement en vingt-cinq ans
d'un capital nominal de £ 1,000,000 à 3 p. c.*

ANNÉE	CAPITAL NOMINAL en circulation	CAPITAL NOMINAL à amortir annuellement
	£	£
1	1,000,000	27,420
2	972,580	28,260
3	944,320	29,100
4	915,220	29,960
5	885,260	30,830
6	854,380	31,800
7	822,580	32,740
8	789,840	33,740
9	756,100	34,740
10	721,360	35,780
11	685,580	36,860
12	648,720	37,980
13	610,740	39,100
14	571,640	40,280
15	531,360	41,480
16	489,880	42,740
17	447,140	44,020
18	403,120	45,320
19	357,800	46,700
20	311,100	48,100
21	263,000	49,540
22	213,460	51,020
23	162,440	52,560
24	109,880	54,120
25	55,760	55,760

Approuvé :

Le Ministre des finances,

M. LEVIE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1914.

Begrooting van 's Lands Schuld voor het dienstjaar 1914⁽¹⁾.

VERSLAG.

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER de WOUTERS d'OPLINTER.

MIJNE HEEREN,

Over de Begrooting van 's Lands Schuld werden in de jongste jaren uitvoerige verslagen uitgebracht; het onderzoek van de nieuwe belastingwetten en van de Begrooting van 's Lands Middelen voor 1914 heeft, naderzijds, de gelegenheid verschaft, den financiëleen toestand van België grondig te bespreken : het komt bijgevolg nutteloos voor, opnieuw over te gaan tot eene algemeene studie die vele en gansch noodelooze herhalingen zou meebrengen.

De Middenafdeeling heeft dus vooral hare aandacht gevestigd op de wijzigingen, die zich voordeden in den loop van het dienstjaar 1913 en die op ernstige wijze ons krediet konden beïnvloeden.

De gevestigde schuld 3. l. h. bedroeg, op 31 December 1912, 3 milliard 759,153,758 fr. 09. Op 1 Januari 1914 bedroeg zij 5 milliard 743,027,438 fr. 09, dus 3,893,700 frank meer.

De vlottende schuld bedroeg, op 31 December 1912, 552,985,500 frank. Op 31 December 1913 beloopt zij 554,272,000 frank; er is dus eene vermeerdering van 181,286,900 frank.

Bijgevolg is de Begrooting van 's Lands Schuld, die voor het dienstjaar 1913 in gewone uitgaven 209,361,718 fr. 72 bedroeg, verhoogd tot een bedrag van 8,142,179 fr. 20; de geheele Begrooting bereikt dus de som van 217,503,897 fr. 92.

Die vermeerdering blijkt uit de volgende posten :

(1) Begrooting, nr 4^{II}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Harmignie, bestond uit de heeren Brifaut, Bertrand, de Wouters d'Oplinter, Ozeray, Versteylen en Moyersoën.

Vermeerdering.

Art. 5. Betaling der rente 5 t. h. 1 ^{re} reeks	fr. 21,598.50
Art. 6. — 2 ^e reeks	699,296.40
Art. 7. — 3 ^e reeks	17,361.50
Art. 8. Schatkistbiljetten (interest en aflossing)	8,000,000.00
Art. 10. — (bijzonder krediet)	670,000.00
Art. 51. Buurtspoorwegen	150,000.00
Art. 58. Onderscheidene pensioenen.	1,529,000.00
Art. 40. Pensioen van het onderwijzend personeel	569,000.00
Art. 44. Interest van consignatiën	25,000.00

Daarentegen wordt, behalve enkele verminderingen van geriger belang bij verschillende artikelen, de Begrooting voor 1914, in artikel 57, « Vergoeding in zake militie », verminderd met 5,506,000 frank, en wel ten gevolge van de toepassing der wet van 30 Augustus 1913. De geheele vermeerdering wordt bijgevolg tot bovenstaand cijfer teruggebracht.

Ondanks de groote moeilijkheden, die alle Regeeringen ontmoeten ten gevolge van de ongewone drukking op de wereldmarkt, vooral voor de leeningen op langen termijn, blijft de toestand van ons krediet goed; uit de leening, onlangs te Londen gesloten, is gebleken dat, wat men er ook van zegge, België het volle vertrouwen der Belgische en buitenlandsche kapitalisten blijft genieten.

Met voldoening stellen wij vast, dat onze rente eigenlijk op eene hoogte blijft, die ons moet voldoen. De Belgische rente, die op 1 Januari 1913 genoteerd stond 78.50, onderging in den loop van het jaar 1913 het lot van alle gelijksoortige Staatsfondsen, en had, ten gevolge van de buitengewone daling der markt, een hard tijdstip te doorleven omtrent het midden van 't jaar.

Zoodra de algemeene toestand verbeterde, kwam er onmiddellijk eene stijging. De rente 5 t. h. bereikte den koers van 76.40 op 1 Januari 1914 en de eerste twee maanden van 1914 waren buitengewoon gunstig. De koers gaat thans reeds naar 79, en wij mogen nog beter verwachten.

Voor geene enkele andere rente was de stijging zoo aanzienlijk.

De Belgische rente heeft hare vroegere plaats in de noteering terug verkregen; zij is weer de eerste na de Fransche rente en staat hooger dan die der aangrenzende landen, wier krediet nochtans van eerste gehalte is, zooals in Duitschland en Nederland.

Die stijging laat ons de toekomst hoopvol inblikken en zal de bezitters van onze gevestigde rente geruststellen.

De jongste geldverrichting van onze Thesaurie te Londen heeft ongetwijfeld veel bijgedragen tot dien uitslag. Om zich daarvan te overtuigen, volstaat het een blik te werpen op onderstaande tabel, die den Belgischen rentekoers opgeeft ter Beurs van Brussel van 15 Januari tot 20 Februari.

Wanneer wij den datum der verhandelingen te Londen tegenover deze

cijfers stellen, dan merken wij op, dat dit tijdstip overeenkomt met eene aanmerkelijke stijging van den koers onzer gevestigde rente.

		Koers 3 t. h.		
Beurs van :		1 ^{ste} Reeks.	2 ^e Reeks.	3 ^e Reeks.
V	16 Januari	76.75	76.25	76.50
M	19 —	76.50	76.20	76.40
Di	20 —	76.40	76.30	76.40
W	21 —	76.30	76.20	—
Do	22 —	76.40	76.30	76.50
V	23 —	76.80	76.50	76.50
M	26 —	76.75	76.50	76.60
Di	27 —	76.75	76.40	76.75
W	28 —	76.50	76.45	76.75
Do	29 —	76.50	76.50	76.87 ⁵
V	30 —	76.50	76.60	—
M	2 Februari	77.12 ⁵	77.25	77.12 ⁵
Di	3 —	77.12 ⁵	77.25	77.12 ⁵
W	4 —	—	77.25	77.12 ⁵
Do	5 —	77.00	77.20	77.20
V	6 —	77.25	77.27 ⁵	78.00
M	9 —	78.00	77.95	78.00
Di	10 —	78.00	78.12 ⁵	78.00
W	11 —	78.37 ⁵	78.62 ⁵	78.50
Do	12 —	78.25	78.25	—
V	13 —	78.40	78.35	79.00
M	16 —	78.35	78.35	78.90
Di	17 —	78.25	78.25	78.62 ⁵
W	18 —	78.25	78.25	78.25
Do	19 —	78.25	78.25	78.50
V	20 —	78.25	78.00	—

Wij mogen dus zeggen dat de rente twee punten gewonnen heeft; welnu, twee punten maken meer dan 70 millioen uit, die door de Belgische spaarders zijn teruggewonnen.

Het is zeer gelukkig, dat men in de eerste plaats aan de belangen dezer laatsten heeft gedacht.

Die zorg ging voor alle andere en uit de ondervinding blijkt dat men heeft juist gezien.

Het was nochtans nog al aanlokkelijk te beproeven, ten gevolge van de belangrijke daling van den geldkoers op korten termijn, nog voor enkele maanden op voordeelige wijze Schatkistbiljetten uit te geven; de verrichting leverde geen enkel bezwaar op; men had misschien ook zijn toevlucht kunnen nemen tot een ander wijze van leening en, naar den raad van uitstekende economisten, den nominalen interest kunnen verhoogen om de uitgiften zoo dicht mogelijk pari te doen benaderen, maar het valt onmiddellijk op, dat soortgelijke verrichting voor gevolg zou gehad hebben, het type 3 t. h. in ongunst te brengen en de markt verschillende punten te doen dalen.

De Regeering nam liever voor vijf-en-twintig jaren de tamelijk lichte lastenverhooging op zich, die uit de nieuwe leening voortspruit, om aan de

gezamenlijke schuldeischers het voordeel te verschaffen van eene verhooging der markt. Het dunkt ons, dat men er haar geluk moet om wenschen.

Deze gedachte moet staan boven alles wat men, betreffende de jongste geldverrichting op de Londensche markt, kan aanbrengen.

Die leening, evenals de uitgifte van 300,000,000 Schatkistbiljetten 4 t. h. en voor vijf jaar, waartoe onlangs werd overgegaan, hebben ons kostbare aanwijzingen verschaft omtrent het opnemingsvermogen der Belgische en buitenlandsche markt ten opzichte van onze rente.

Op den bijval van de uitgifte Baring werd door de financieele bladen van gansch de wereld gewezen.

Nauwelijks een paar uren geopend, werd de inschrijving der 6 miljoen pond sterling zeer aanzienlijk beperkt voor de inschrijvers van groote sommen,— die voor kleine sommen inschreven, bekwamen niets!!!

Van nu af staat de leening ongeveer op 80, en alles laat voorzien dat de uitgifte van het tweede deel tegen een winstgevend bedrag zal geschieden, waarvan het voordeel, krachtens de overeenkomst zelve, voor twee derden aan het land ten goede zal komen.

Men ziet dat de buitenlandsche kapitalen nog altijd graag den weg naar België inslaan.

Hoe zou het ook anders kunnen?

Ons volk heeft niets verloren van den hoogen roem dien het verkregen heeft door zijn arbeidsijver en zijne volledige betrouwbaarheid.

Het is evenzeer van belang, vast te stellen dat, naar de meening der meest bevoegde Belgische economisten, Belgische kapitalisten bijna voor het geheele bedrag der 300,000,000 Schatkistbiljetten op 5 jaar, hebben ingeschreven; die kapitalisten zijn de aangewezen cliënten voor onze toekomstige leening tot vestiging der schuld.

Ons krediet blijft dus uitstekend en blijkt nog onbeperkt. Laten wij er dus wijselijk gebruik van maken.

Het is eigenlijk van weinig belang, dat wij eene hooge schuld hebben te dragen; het is van weinig belang dat zij nog aangroeit, indien de oude en de nieuwe schuld maar hun tegenwicht vinden.

Voor de oude schuld bieden wij een waarborg aan, die eenig is op de wereld, zooals geene natie er eene bezit, met name ons spoorwegnet, onze haven van Antwerpen en onze economische inrichtingen.

Voor de nieuwe schuld moet men twee hoofdzakelijke vereischten in acht nemen: het ontleende geld moet gebruikt worden voor noodige, zooniet voor rechtstreeks winstgevende werken; de aflossing moet vervolgens geregeld plaats hebben, zoo snel mogelijk, en naar evenredigheid van de uitgave die moet gedekt worden.

Onder die voorwaarden, doch alleen onder die voorwaarden, is de leening niet enkel toegelaten, maar zelfs noodig; en terecht zou men eene Regeering, die uit financieele vrees den vooruitgang van de economische toerusting van het land zou stuiten, van nalatigheid en onbekwaamheid mogen beschuldigen.

De eerste van bovengemelde vereischten betreft het gebruik der ontleende

gelden — deze quaestie behoort niet tot de Begrooting van 's Lands Schuld — het is bij de Buitengewone Begrooting dat de noodzakelijkheid der uitgaven moet worden onderzocht.

De quaestie der aflossing behoort daarentegen heel en al tot dit Verslag. Bij het invoeren van het nieuwe stelsel der uitzonderlijke uitgaven wordt zij meer actueel.

De Kamer zal zich ongetwijfeld herinneren dat, reeds in 1912, bij de behandeling der militaire wetten, in 1913 in het Algemeen overzicht en bij de behandeling der Begrooting van 's Lands Middelen, de Regeering aankondigde, dat zij van plan was, sommige zoogezegde uitzonderlijke uitgaven, in de eerste plaats sommige krijgsuitgaven, op de Buitengewone Begrooting te brengen.

Het nieuwe begrootingsstelsel werd bestreden. Ik trachtte destijds te bewijzen dat het nochtans onbetwistbare voordeelen opleverde. Om te ontsnappen aan de eerste bezwaren die daartegen werden aangevoerd, dienden de leeningen te worden gedekt door eene aflossing op korten termijn, naar verhouding van den duur der zaken waarvoor de uitgaven werden gedaan.

Het tot stand brengen van het nieuwe Belgisch 5 t. h.; aflosbaar over vijf en twintig jaar, schijnt aan dit verlangen te voldoen.

Het levert de voordeelen van eene ééngemaakte schuld op en verzekert tevens de spoedige snelle aflossing van zekere gedeelten daarvan.

Die leening mag echter niet als eene eindoplossing worden aangezien. De noodzakelijkheid, te voorzien in de Buitengewone Begrootingen, die het Parlement ongetwijfeld elk jaar zal goedkeuren, zal de Regeering er wellicht toe brengen, in den loop der volgende dienstjaren hare toevlucht te nemen tot soortgelijke verrichtingen. Binnen drie jaar vervallen bovendien 500,000,000 Schatkistbiljetten. Deze moeten op bepaalden datum worden terugbetaald.

Het vraagstuk van het voorgoed vestigen der schuld blijft evenwel bestaan en dient van nu af bijzonder onderzocht te worden.

België heeft nu zijne inzichten zeer duidelijk doen kennen. Het wil getrouw blijven aan het type 5 t. h. en geen enkel onderscheid maken tusschen zijne vroegere en zijne toekomstige schuldeischers.

Bijgevolg is het onze plicht het oog te houden op het einde der overgangperiode, waarin wij ons thans bevinden.

Deze overgangperiode is het gevolg van de crisis op de geldmarkt; verdwijnt deze; dan is zij natuurlijk voorbij.

Wanneer? Niemand weet het! De hoofdzakelijke oorzaken van soortgelijke economische stroomingen moeten verder gezocht worden dan binnen de grenzen van ons land en zij ontsnappen bijna heel en al aan onzen nationale invloeden.

Wanneer het uur van de vestiging onzer schuld zal slaan, zal het vraagstuk der aflossing dringender dan ooit oprijzen.

Tal van Belgische economisten wenschen dat deze sneller zou geschieden. Een maatregel van dien aard is inderdaad wenschelijk en zou zelfs bepaald noodig zijn, zoo de uitzonderlijke uitgaven werden aangerekend op de aldus ééngemaakte schuld.

Op dit oogenblik bezit alleen de rente 3 t. h. een delgingsfonds. Dit fonds bedroeg vroeger 0.20 t. h.; sedert het dienstjaar 1905 (wet van 26 December 1904) werd het gebracht tot op 0.30 t. h. per jaar; daarbij worden gevoegd de interesten van de achtereenvolgens gedelgde kapitalen.

De lasten der leeningen 3 t. h., met inbegrip van den interest en het delgingsfonds, te zamen 3.30 t. h., worden berekend op het uitgegeven kapitaal, bevattende het in omloop zijnde kapitaal en het afgeloste kapitaal; zoodat gezegde lasten, voor eene bepaalde uitgifte, normaal vastgesteld blijven op een onveranderlijk cijfer gedurende gansch het tijdsverloop der aflossing; de interesten der in omloop zijnde titels worden betaald aan de bezitters, die van de afgeloste titels worden, evenals het fonds, vereffend ten bate der aflossingskas.

Theoretisch bedraagt de tijdruimte voor de uitdelging van onze schuld 3 t. h., 81 jaar; m. a. w., door de uitdelgingsfondsen betreffende deze schuld kan men binnen 81 jaar *al pari* terugbetalen.

Feitelijk zal de tijdruimte tot aflossing van de rente 3 t. h. korter zijn dan de theoretische termijn van 81 jaar, daar de gedelgde titels ingekocht worden beneden pari.

Uit de berekeningen blijkt dat, in geval de rente 3 t. h. geheel tegen den koers van 75 kon ingekocht worden, de tijdruimte tot aflossing zou teruggebracht worden van 81 tot 61 jaar; respectievelijk zou die tijdruimte 66 of 70 jaar bedragen, ingeval de titels op gelijke wijze konden ingekocht worden tegen den koers van 80 of van 85, 71.

Dat is de toestand, indien het delgingsfonds 0.30 t. h. werd behouden.

Wij stelden hierboven vast dat sommige omstandigheden er ons zouden kunnen toe brengen, het bedrag van dit fonds te verhoogen.

Het zal dan niet zonder nut zijn, in 't kort na te gaan welke de gevolgen van de gebeurlijke verhooging der dotatie tot 0.50 t. h. zouden zijn in financieel opzicht en ten aanzien van de Begrooting.

Theoretisch zou de aflossing der rente *al pari* teruggebracht worden van 81 tot 66 jaar; *feitelijk* zouden al de hierboven niteengezette beschouwingen omtrent de aflossing tegen 0.30 t. h. toepasselijk blijven en de inkoop, tegen den koers der Beurs beneden pari, zou dezelfde gelukkige gevolgen hebben voor de bespoediging der aflossing, doch op eene schaal van vijftien jaar minder dan die welke werd opgegeven.

Aan de Schatkist zou daardoor een bijkomenden last opgelegd worden, welke last als volgt kan bepaald worden :

Uitgegeven kapitaal op 1 Januari 1914	{	$3,915,057,888,96 \times \frac{0.50}{100} = 19,575,289.44$	
		$3,915,057,888,95 \times \frac{0.30}{100} = 11,745,173.67$	
		Bijkomende last.	7,830,115.77

Die inlichting wordt natuurlijk enkel als aanwijzing gegeven.

Er dient hier aan herinnerd te worden dat, zoo de uitzonderlijke uitgaven uitsluitend door de gevestigde en voorgoed ééngemaakte leening gedekt werden, men tot de snelle aflossing daarvan het bijzonder aflossingsfonds gebruiken zou, dat daartoe bestemd is en reeds van nu af voorkomt op de gewone begrooting van het Departement van Oorlog voor de snelle aflossing der militaire uitgaven (1).

Wat het stelsel der aflossingen betreft, mag de schuld-annuïteit niet verward worden met de gevestigde schuld; eerstgenoemde bestaat uit annuïteiten ter vertegenwoordiging van de lasten in interesten en aflossingen van leeningen, uitgegeven door onderscheidene maatschappijen (2) en waarvan de aflossing volgens overeenkomst al pari geschiedt door middel van uitlotingen; gezegde annuïteiten zullen vernietigd worden en uit de Begrooting verdwijnen naar gelang dat de leeningen, waarvan zij de lasten dekken, gedelgd worden.

*
* *

Uw Verslaggever acht het geraden, hiermede zijne beschouwingen te eindigen. Bovenstaande beschouwingen volstaan om den algemeenen toestand der schuld en haren ontwikkelingsgang aan te wijzen.

Dit is trouwens enkel theorie; in de praktijk hangt alles af van de grillen, van de schommelingen der geldmarkt.

Wat vandaag onmogelijk schijnt, is het morgen niet meer en zal het overmorgen opnieuw zijn.

Wie aansprakelijk kan gesteld worden moet dus de handen vrij hebben en snel kunnen handelen zonder nuttelooze belemmering.

Ongetwijfeld brengt de Grondwet mee dat het Parlement toezicht houde op soortgelijke verrichtingen. Het is van belang voor den voorspoed van het Rijk, dat dit toezicht geschiede met den noodigen takt en de vereischte bescheidenheid om de werking van den Minister, aan wien wij onze belangen toevertrouwen, niet te belemmeren.

Met drie stemmen tegen ééne, stelt de Middenafdeeling u voor, de Begrooting van 's Lands Schuld goed te keuren, zooals zij u werd voorgelegd.

De Verslaggever,

FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

(1) Zie de Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het diensjaar 1914.

Artikel 27. — Aflossing der op den buitengewonen dienst uitgetrokken diensten voor de mobiele uitgaven van eerste inrichting betreffende het leger, alsmede het materieel en de militaire werken fr. 7,840,000

(2) Kas van Annuïteiten, Spoorwegmaatschappijen, Buurtspoorwegen, Haveninrichtingen van Brussel.

BIJLAGE I.

STAAT VAN DE GEVESTIGDE SCHULD.

Jaren.	Uitgegeven kapitalen.	Bedrag van de in omloop zijnde gevestigde schuld.
1830 tot 1870	»	682,880,913 96
1871	66,138,700 »	746,901,713 96
1872	554,800 »	737,037,513 96
1873	230,010,300 »	966,920,513 96
1874	13,299,500 »	979,936,113 96
1875	1,409,634 95	981,092,148 91
1876	72,252,500 »	1,053,060,848 91
1877	82,345,100 »	1,134,316,648 91
1878	121,218,400 »	1,253,994,648 91
Te zamen.	587,248,934 95	571,113,734 95
Vermeerdering.		71,389,216 87
Jaarlijksche vermeerdering.		
1879	22,001,400 »	1,275,062,348 91
1880	144,333,900 »	1,248,764,048 91
1881	15,653,100 »	1,443,408,148 91
1882	147,152,500 »	1,589,438,748 91
1883	176,461,300 »	1,764,706,848 91
1884	4,673,800 »	1,768,022,048 91
Te zamen.	520,276,000 »	514,027,400 »
Vermeerdering.		85,671,233 33
Jaarlijksche vermeerdering.		
1885	5,390,100 »	1,772,048,948 91
1886	129,669,900 »	1,901,701,348 91
1887	14,197,525 »	1,915,846,573 91
1888	41,714,900 »	1,927,561,473 91
1889	45,507,400 »	1,973,068,873 91
1890	33,521,900 »	2,006,564,273 91
1891	55,074,250 »	2,061,638,523 91
1892	65,822,100 »	2,127,460,573 91
1893	42,293,500 »	2,169,730,203 93
1894	35,300,300 »	2,204,971,347 05
1895	21,895,300 »	2,226,529,447 05
1896	81,967,900 »	2,308,497,322 05
1897	61,897,600 »	2,370,394,775 57
1898	233,392,400 »	2,603,787,175 57
1899	7,338,600 »	2,607,081,650 57
1900	50,031,100 »	2,650,898,150 56
1901	134,071,300 »	2,778,051,350 57
1902	107,296,600 »	2,879,394,059 57
1903	116,631,500 »	2,988,881,750 57
1904	137,201,100 »	3,116,872,948 12
1905	116,671,875 »	3,220,908,423 12
1906	75,476,200 »	3,285,467,050 56
1907	90,863,200 »	3,364,611,550 56
1908	85,915,400 »	3,436,917,850 56
1909	158,492,800 »	3,580,859,750 56
1910	137,197,900 »	3,703,403,693 37
1911	47,042,500 »	3,734,354,038 09
1912	22,371,400 »	3,739,133,738 09
1913	24,180,000 »	3,743,027,438 09
Te zamen.	2,148,426,550 »	1,975,005,389 18
Vermeerdering.		68,103,634 »
Jaarlijksche vermeerdering.		
Geheel bedrag.		3,743,027,438 09

BIJLAGE II.

Tabel van de uitgaven van 1870 tot 1913, betreffende den dienst van de eigenlijk gezegde Openbare Schuld (hoofdstuk 1 van de begroting).

Jaren.	Last van de gevestigde schuld.			Lasten der Schatkisbiljetten.	Verscheidene annuïteiten.	Andere lasten (2).	Totaal van hoofdstuk I van de begrooting.
	Interessen met inbegrip van de servitutten. (1)	Delging. Bedrag van de dotatie uitgetrokken op de begrooting.	Te samen.				
1870	26,148,783 23	4,249,848 66	30,398,631 89	»	672,330 »	3,000,963 10	34,071,924 99
1871	27,250,646 48	4,350,940 41	31,601,586 89	101,354 88	1,239,330 »	3,687,434 03	36,629,705 80
1872	28,847,752 98	4,428,406 41	33,276,159 39	»	1,390,413 33	2,711,165 33	37,377,738 05
1873	28,510,181 23	2,608,181 46	31,118,362 39	»	2,054,330 »	2,219,113 34	35,391,805 93
1874	35,643,238 22	2,618,891 91	38,262,130 13	753,377 66	6,167,835 »	2,496,283 27	47,679,626 06
1875	38,706,148 22	2,629,734 41	41,335,882 63	465,083 25	6,297,290 »	2,401,526 91	50,499,782 79
1876	36,554,285 22	2,924,077 41	39,478,362 63	1,032,146 65	7,751,890 »	1,479,865 89	49,742,265 17
1877	39,690,328 22	3,481,346 66	43,171,674 88	1,215,500 »	15,274,056 01	1,385,025 18	61,046,256 07
1878	43,244,133 14	3,867,288 41	48,111,421 55	426,000 »	14,332,937 »	1,436,162 61	64,306,521 16
1879	45,765,457 72	3,015,973 45	48,781,431 17	449,426 67	14,357,721 58	1,598,674 17	65,186,953 59
1880	46,864,630 80	4,309,105 16	51,173,735 96	»	14,833,012 »	2,067,715 26	68,074,463 22
1881	50,272,010 30	4,435,236 91	54,707,247 21	625,000 »	15,333,912 »	1,778,595 03	72,444,754 24
1882	52,450,311 30	4,894,177 40	57,344,488 70	2,432,746 46	15,333,397 »	1,175,842 41	76,286,474 57
1883	58,722,348 30	5,483,597 14	64,205,945 45	250,099 95	15,334,092 »	2,296,878 70	82,087,016 10
1884	62,217,165 30	5,698,095 65	67,915,260 95	»	15,333,467 »	1,111,808 12	84,360,536 07
1885	62,376,994 30	6,176,342 66	68,553,336 96	»	14,764,567 »	1,081,412 34	84,399,316 30
1886	66,640,426 36	6,629,481 65	73,269,908 01	124,999 98	11,279,542 »	1,109,223 57	85,783,673 56
1887	64,820,958 53	2,556,826 58	67,377,785 11	458,333 31	11,271,467 »	1,080,810 87	80,188,396 29
1888	62,503,106 88	3,714,105 55	66,217,212 43	472,222 20	11,271,417 »	1,081,558 25	79,042,409 88
1889	63,662,983 31	3,735,631 45	67,398,624 76	423,611 10	11,271,367 »	1,085,512 79	80,179,115 65
1890	65,122,932 58	3,841,870 81	68,964,803 39	475,000 »	11,271,317 »	810,404 49	81,521,524 88
1891	66,583,835 75	3,900,739 25	70,484,575 »	500,000 »	11,269,442 25	934,048 45	83,188,065 70
1892	68,772,242 68	4,025,649 68	72,797,892 36	487,500 »	11,264,512 »	891,298 41	85,441,232 77
1893	70,051,923 44	4,118,595 98	74,200,519 42	475,000 »	12,119,017 »	930,725 80	87,725,262 22
1894	74,103,094 70	4,220,789 70	78,323,884 40	475,000 »	11,869,592 »	803,687 33	88,472,163 73
1895	68,950,941 53	3,944,345 93	72,895,287 46	525,000 »	12,427,375 »	1,266,619 56	87,114,282 02
1896	67,142,199 30	4,368,770 08	71,511,069 38	429,062 50	12,523,080 20	919,926 63	85,083,147 73
1897	75,823,198 95	5,190,753 97	81,003,952 92	»	15,969,427 24	867,084 43	97,840,464 59
1898	76,606,247 89	5,711,266 44	82,317,514 33	»	15,607,555 01	858,408 42	98,783,477 76
1899	77,091,690 65	5,873,116 52	82,964,807 17	1,513,936 95	14,072,881 35	965,961 09	99,517,586 54
1900	77,391,201 65	6,050,491 »	83,441,692 65	2,636,003 50	15,190,230 48	824,064 83	102,091,991 46
1901	81,113,837 15	6,371,531 10	87,485,368 25	1,568,766 13	15,480,704 48	928,489 21	105,463,328 93
1902	84,246,465 65	6,837,189 90	91,083,655 55	414,763 51	15,726,940 48	887,996 39	108,113,355 93
1903	87,036,548 15	7,233,524 50	94,270,072 65	538,723 85	15,842,070 98	787,762 25	111,438,629 73
1904	91,446,411 59	10,590,717 98	102,037,129 57	859,670 75	15,980,590 48	823,115 87	119,700,506 67
1905	94,529,533 71	11,289,042 23	105,818,575 94	699,693 85	16,348,937 48	783,454 80	123,650,662 07
1906	96,942,031 33	11,948,432 70	108,890,464 03	1,078,170 52	19,260,168 48	826,678 30	130,055,431 33
1907	98,915,133 31	12,580,555 50	111,495,688 81	1,461,524 60	19,242,956 48	848,144 27	133,048,314 16
1908	100,965,732 67	13,180,693 20	114,146,425 87	3,807,757 49	19,757,486 64	895,098 12	138,606,768 12
1909	105,472,055 17	13,031,761 06	118,503,816 23	5,647,640 76	19,889,079 77	921,447 23	144,961,983 99
1910	109,421,178 74	13,973,505 56	123,393,684 27	4,225,008 66	20,018,815 31	900,475 63	148,537,983 87
1911	110,287,727 37	14,676,385 31	124,964,102 68	5,051,393 83	20,147,306 51	1,277,285 05	151,439,998 07
1912	111,273,631 97	15,334,375 81	126,608,007 78	11,076,838 48	20,913,320 69	1,868,377 07	160,466,544 42
1913	110,901,803 87	15,987,962 26	126,889,766 13	19,268,802 58	21,324,676 19	900,000 »	168,383,244 90

(1) De renten als vergoeding wegens de militaire servitutten vertegenwoordigen slechts een klein bedrag. Het zijn renten 3 t. h. en komen op de begroting voor 1914, onderscheidenlijk tot een bedrag van fr. 9,685.49 en fr. 40,991.40.

(2) Die benaming omvat niet alleen wat er staat in § 3 van de 3^e afdeling der begroting, maar eveneens wat er staat in de artikelen 2 tot 4, 8 en 10 (begroting voor 1912).

BIJLAGE III.

Tabel getrokken uit die, opgenomen in de toelichting van de begroting der buitengewone ontvangsten

	1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Onroerend openbaar domein :									
a) Aankopen.	115,526.46	34,194.31	»	95,000 »	»	2,611,480.96	187,464.51	1,070,098 »	2,054,634.14
b) Gebouwen. { Paleizen van justitie, gevangenen en weldadighedsinrichtingen	175,116.04	64,432.81	1,250 »	»	»	»	»	»	»
Kunstgebouwen en allerlei gebouwen	1,688,261.07	773,893.88	187,146.81	»	180,279.08	8,040.73	80,233.33	226,186.82	548,799.70
Onderwijsinrichtingen, muziekconservatoriums en museums	841,045.87	96,971.38	269,907.21	213,412.41	73,462.57	253,832.86	391,801.16	237,437.24	534,872.55
Kunstwerken en wetenschappelijke werken, tentoonstellingen.	57,411.49	11,962.51	»	»	»	»	»	»	»
Militaire gebouwen, forten, bewapeningen.	4,484,058.42	5,188,819.03	5,453,761.53	1,280,043.19	231,284.87	242,263.20	329,123.64	20,631.64	1,032,331.71
Allerlei uitgaven.	4,144,147.44	414,449.91	»	»	»	»	»	»	1,443,340.93
TE ZAMEN	8,505,566.79	6,584,723.83	5,912,065.55	1,588,455.60	605,026.52	3,115,617.75	988,622.64	1,554,353.70	5,613,979.03

en uitgaven voor het dienstjaar 1913 (Kamer, Stuk n^r 529, bl. 6 tot 8).

1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910	1911	1912	TE ZAMEN.
3,564,174.64	2,188,053.13	2,025,960.12	2,549,127.68	1,873,769.68	4,451,059.95	5,073,889.35	2,095,654.95	3,620,189.32	33,610,277.20
»	»	»	»	»	»	»	»	»	240,798.85
247,711.74	1,234,680.59	1,559,958.99	1,407,706.22	926,761.47	1,395,216.27	2,295,291.71	1,037,901.61	166,297.26	14,064,367.28
871,253.52	965,275.12	876,285.73	1,482,923.07	2,186,789.18	2,093,519.53	2,074,381.82	426,614.22	189,201.69	14,078,986.93
»	»	»	»	»	»	»	»	»	69,374 »
1,096,769.76	1,733,174.49	5,753,484.27	5,859,740.01	706,330.70	126,110.20	6,010,649.23	10,853,216.78	25,278,309.74	75,700,102.41
2,959,467.83	1,033,480.91	1,563,710.33	»	123,885.31	»	»	»	»	8,682,482.66
8,739,377.29	7,154,664.24	11,779,399.44	11,299,496.98	5,817,536.34	8,065,905.951	15,454,212.11	14,413,387.56	29,253,998.01	146,446,389.33

Staat van de gevestigde schuld en van de

JAREN.	GEVESTIGDE SCHULD.			In omloop zijnde kapitaal op 1 Januari van het jaar hiernevens vermeld.
	Uitgiften.	Delging.	Vernieederling.	
1878	121.218.400	1.539.909	119.678.500	8.317.000
1879	22.001.400	933.700	21.067.700	4.724.000
1880	154.333.900	1.125.800	153.208.100	11.500.000
1881	15.653.100	1.009.000	14.644.100	"
1882	147.152.500	1.121.900	146.030.600	31.000.000
1883	176.461.800	1.193.200	175.268.100	40.000.000
1884	4.673.800	1.358.600	3.315.200	"
1885	5.390.100	1.363.200	4.026.900	"
1886	129.669.900	17.500	129.652.400	"
1887	14.197.525	52.300	14.145.225	10.000.000
1888	11.714.900	"	11.714.900	20.000.000
1889	45.507.400	"	45.507.400	20.000.000
1890	33.495.400	"	33.495.400	20.000.000
1891	55.074.250	"	55.074.250	20.000.000
1892	65.822.050	"	65.822.050	20.000.000
1893	40.793.450	"	40.793.450	20.000.000
1894	35.300.300	"	35.300.300	20.000.000
1895	21.895.300	337.200	21.558.100	20.000.000
1896	81.967.875	"	81.967.875	20.000.000
1897	61.897.575	"	61.897.575	"
1898	233.392.400	"	233.392.400	"
1899	7.338.505	4.044.100	3.294.475	10.000.000
1900	50.031.107	6.214.600	43.816.500	53.680.000
1901	134.071.300	6.918.100	127.153.200	57.651.000
1902	107.296.600	5.953.900	101.342.700	40.876.000
1903	116.631.500	7.343.800	109.287.700	44.639.000
1904	137.366.200	9.009.700	128.356.500	22.576.000
1905	116.532.475	12.636.400	103.896.075	37.546.000
1906	75.450.500	10.867.200	64.583.300	25.540.000
1907	90.863.200	11.718.700	79.144.500	44.030.000
1908	85.915.400	13.609.100	72.306.300	51.020.000
1909	158.492.800	14.550.900	143.941.900	169.510.000
1910	137.197.900	13.693.300	123.504.600	146.675.500
1911	47.042.500	16.070.900	30.971.600	136.204.500
1912	22.371.400	17.591.700	4.779.700	201.565.500
1913	24.180.000	20.181.500	3.998.500	352.985.500
1914	"	"	"	(1) 534.272.400

vlottende Schuld van 1878 tot op 1 Januari 1914.

VLOTTENDE SCHULD (Schatkistbiljetten).				AANMERKINGEN.
Uitgiften.	Terughetaling en hernieuwing.	Vermeerdering.	Vermindering.	
»	3.593.000	»	3.593.000	
11.500.000	4.724.000	6.776.000	»	
»	11.500.000	»	11.500.000	
73.000.000	42.000.000	31.000.000	»	
144.000.000	135.000.000	9.000.000	»	
54.000.000	94.000.000	»	40.000.000	
»	»	»	»	
»	»	»	»	
30.000.000	20.000.000	10.000.000	»	
50.000.000	40.000.000	10.000.000	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
40.000.000	40.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
50.000.000	50.000.000	»	»	
60.000.000	60.000.000	»	»	
20.000.000	40.000.000	»	20.000.000	
»	»	»	»	
40.000.000	»	10.000.000	»	
110.730.000	67.050.000	43.680.000	»	
180.730.000	176.759.000	3.971.000	»	
98.510.000	115.285.000	»	16.775.000	
41.573.000	67.810.000	»	26.237.000	
75.050.000	67.113.000	7.937.000	»	
105.020.000	90.050.000	14.970.000	»	
103.025.000	115.031.000	»	12.006.000	
101.500.000	83.010.000	18.490.000	»	
109.000.000	102.010.000	6.990.000	»	
232.500.000	114.010.000	118.490.000	»	
124.675.500	147.510.000	»	22.834.500	
136.200.000	146.671.000	»	10.471.000	
220.260.000	154.899.000	65.361.000	»	
503.014.500	351.594.500	151.420.000	»	
397.318.900	216.032.000	181.286.900	»	
»	»	»	»	

(1) Met inbegrip van twee Biljetten, samen van 3,500 frank, vervallende op 2 Januari 1910 en nog niet terugbetaald.

BIJLAGE VII.

Gemiddelde rentevoet van de in omloop gebrachte Schatkistbiljetten gedurende de jaren 1911, 1912 en 1913.

1^o Interest zonder andere kosten.

Jaar 1911	2.94 ⁸⁷¹ t. h.
Jaar 1912	3.58 ⁹⁷ t. h.
Jaar 1913	4.51 ¹⁷ t. h.

2^o Interest en kosten. — Met inbegrip van het commissieloon, van de vreemde terugbetalingspremiën.

Jaar 1911	3.069 t. h.
Jaar 1912	3.82 ⁰⁵ t. h.
Jaar 1913	4.64 ¹³ t. h.

BIJLAGE VIII.

Ministerie van Financiën.

*Koninklijk besluit betreffende eene uitgifte van obligatiën der openbare schuld
3 t. h., 4^e reeks.*

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien de onderscheiden wetten die machtiging verleen en tot de uitgifte van titels der openbare schuld, waarvan de opbrengst bestemd is de krachten die wetten gedane buitengewone uitgaven te dekken ;

Gezien inzonderheid :

1^o Artikel 6 der wet van 30 Maart 1906 (*Moniteur* van 29 April daaraanvolgende, n^o 119) en artikel 4 der wet van 18 Augustus 1907 (*Moniteur* van 23, n^o 233) ;

2^o De wetten van 16 September 1908 (*Moniteur* van 18, n^o 262), van 24 December 1908 (*Moniteur* van 25, n^o 559) en van 17 Augustus 1909 (*Moniteur* van 19, n^o 231) ;

Herzien Ons besluit van 16 Februari 1910 ;

Overwegende dat de buitengewone uitgaven in overeenstemming met deze laatste bepalingen gedaan en uit de leening te kwijten, 362,862,062 fr. 82 c. bedragen ;

Op de voordracht van Onzen Minister van Financiën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Art. 1. Onze Minister van Financiën wordt gemachtigd om, tot het dekken van een gedeelte der uitgaven gedaan op de kredieten geopend bij

gemelde wetten, in de door hem te bepalen voorwaarden, obligatiën aan toonder der openbare schuld drie ten honderd, vierde reeks, te verhandelen tot beloop van een nominaal kapitaal van twaalf millioen pond sterling, 't is te zeggen een kapitaal van driehonderd twee millioen zeshonderd veertig duizend frank, de waarde van het pond sterling op fr. 25.22 gesteld zijnde.

Art. 2. De opbrengst dezer uitgifte wordt tot de uitkeering van in omloop zijnde schatkistbons bestemd.

Art. 3. De ingevolge artikel 1 uit te geven obligatiën zullen over vijf en twintig jaar aflosbaar zijn, overeenkomstig eene door Onzen Minister van Financiën goed te keuren model-tabel; zij zullen van zesmaandelijksche interestcoupons voorzien zijn, vervallende op 5 Februari en 5 Augustus van elk jaar. Deze coupons zullen uitbetaald worden te Brussel en te Antwerpen, bij de kassen der Nationale Bank van België en te Londen, bij de kassen van de heeren Baring Brothers and Company Limited.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 2ⁿ Februari 1914.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.

Ministerieel besluit betreffende de uitvoering van het koninklijk besluit van 2 Februari 1914.

De Minister van Financiën,

Willende den regelmatigigen dienst verzekeren van de obligatiën aan toonder der schuld 3 t. h., 4^e reeks, aangegaan in uitvoering van het koninklijk besluit van 2 der loopende maand Februari,

Besluit :

ART. 1. — De obligatiën die deze schuld vertegenwoordigen, zullen verdeeld worden in coupures van £ 1,000 of 25,220 frank, van £ 500 of 12,610 frank, van £ 100 of 2,522 frank en van £ 20 of 504 fr. 40 c., de gelijkheid aan de wettige waarde van het pond sterling bepaald zijnde op 25 fr. 22 c.

Zij zullen voorzien zijn van zesmaandelijksche interestcoupons vervallende op 5 Februari en 5 Augustus van elk jaar.

ART. 2. — Deze obligatiën zullen over vijf en twintig jaren aflosbaar zijn, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde model-tabel.

De aflossing zal geschieden door inkoop ter Beurs van Londen, tegen den wisselkoers van den dag, of, ingeval van stijging van den koers boven zuiver pari, door uitloting.

De uitlotingen tot aflossing zullen gedaan worden in den loop van de eerste veertien dagen der maand Januari, in het Ministerie van Financiën te Brussel, door een gemachtigde van den Minister van Financiën, in het bijzijn van den beheerder-algemeen bestuurder der Thesaurie en Openbare Schuld of van zijnen gemachtigde, en een raadsheer van het Rekenhof.

ART. 3. — De uitgeloten obligatiën zullen tegen pari uitgekeerd worden, van 3 Februari van het jaar der uitloting af; zij zullen ophouden interest te dragen van den datum af der invorderbaarheid van het kapitaal. De uitkeeringen zullen geschieden bij de kassen der heeren Baring Brothers and Company Limited, te Londen; zij zullen insgelijks kunnen gedaan worden te Brussel en te Antwerpen, bij de kassen der Nationale Bank van België, tegen den koers van den dag op Londen.

De lijst der nummers van de obligatiën door de uitlotingen tot uitkeering aangewezen, zal door den *Moniteur belge* en door drie dagbladen van Londen bekend gemaakt worden; de nummers der vroeger uitgelote en nog niet ter uitkeering aangeboden titels zullen erbij herinnerd worden.

ART. 4. — De tot delging ingekochte obligatiën, alsmede diegene die ten gevolge van uitloting zullen uitgekeerd worden, zullen vernietigd worden overeenkomstig de wettelijke bepalingen thans van kracht voor de andere titels van de openbare schuld.

ART. 5. — De interestcoupons der obligatiën waarvan sprake zullen betaalbaar zijn in ponden sterling naar den hiernavermelden maatstaf, bij de kassen der heeren Baring Brothers and Company Limited, te Londen; zij zullen insgelijks kunnen betaald worden te Brussel en te Antwerpen, bij de kassen der Nationale Bank van België, tegen den koers van den dag op Londen, te weten :

Titels van £ 1,000,		door £ 15,00.00	
—	500,	—	7,10.00
—	100,	—	1,10.00
—	20	—	0,06.00

ART. 6. — De vervallen interestcoupons die niet aangeboden worden binnen een tijdsverloop van vijf jaren te rekenen van hunnen vervaldag, zullen door verjaring ten bate der Schatkist vervallen. Hetzelfde geldt voor afgeloste obligatiën na een tijdsverloop van dertig jaar te rekenen van den datum hunner invorderbaarheid.

Brussel, den 2^a Februari 1914.

M. LEVIE.

Bijlage van het ministerieel besluit van 2 Februari 1914.



*Tabel van aflossing in vijf en twintig jaar, van een
kapitaal nominaal van £ 1,000,000 tegen 3 t. h.*

Jaar.	In omloop zijnde nominaal kapitaal.	Jaarlijks af te lossen nominaal kapitaal.
	£	£
1	1,000,000	27,420
2	972,580	28,260
3	944,320	29,100
4	915,220	29,960
5	885,260	30,880
6	854,380	31,800
7	822,580	32,740
8	789,840	33,740
9	756,100	34,740
10	721,360	35,780
11	685,580	36,860
12	648,720	37,980
13	610,740	39,100
14	571,640	40,280
15	531,360	41,480
16	489,880	42,740
17	447,140	44,020
18	403,120	45,320
19	357,800	46,700
20	311,100	48,100
21	263,000	49,540
22	213,460	51,020
23	162,440	52,560
24	109,880	54,120
25	55,760	55,760

Goedgekeurd :

De Minister van Financiën,

M. LEVIE.